

# ARIZONA NO DREAM

## RÊVER ENCORE À L'HEURE DE LA HONTE PUBLIQUE

UNE ANALYSE DE QUORA REGGI - PUBLIÉE LE 15/05/2025

Or donc, l'infâme le gouvernement Arizona a décidé d'en finir avec la fonction publique et la sécurité sociale. Parachevant des décennies de réformes néolibérales et de privatisation du secteur public, il réfute tout autre rôle pour l'État que celui d'une entreprise, géré comme tel et soumis sans reste aux logiques de productivité. Il ne suffit pas de critiquer cette idéologie.

Dans les pratiques, ce qui se passe n'est pas une disparition de l'État, mais au contraire son grand retour dans ses formes les plus dégoûtantes : l'État autoritaire qui impose ses décisions sans aucune espèce d'égards pour celles et ceux qu'elles concernent ; l'État qui érige des murs contre les damnés de la terre ; l'État qui organise les marchés et la fiscalité au bénéfice d'une clique d'oligarques ; l'État, enfin, martial, va-t-en-guerre, qui explose toutes les contraintes budgétaires qu'il affirme par ailleurs vouloir observer avec tant de sévérité dès lors qu'elles touchent aux malades, aux pauvres et à tout ce qui ressemble de près ou de loin à une mission d'intérêt public.

Ce gouvernement veut la fin de l'intérêt général au profit de quelques intérêts particuliers. À l'université, c'est flagrant. Après des décennies de financement à enveloppes fermées et non indexées, la contrainte budgétaire a été rendue de plus en plus forte, sur une période où doublait le nombre d'étudiants. La raison en est simple ; nos autorités préfèrent une main-d'œuvre moins coûteuse à produire et taillée pour le fameux "marché de l'emploi" — des exécutants qui sont capables de bosser et de fermer leur gueule, pas de réfléchir. Ce glissement progressif vers le "qualifiant" se parachève depuis quelques années avec les injonctions de plus en plus fortes faites aux universités à "s'adapter".

S'adapter à un monde qui change, comprenez ; non pas anticiper le merdier climatique ; pas non plus réfléchir à une société plus juste et qui aurait tiré quelque expérience de son passé guerrier, colonial et extractiviste. Non, non, non ; comprenez, faire des partenariats avec des firmes privées et boucler comme on peut les fins de mois du sous-financement de l'État en pactisant avec les puissances du pognon, là où elles se trouvent — big pharma, big data, big tech, etc. S'adapter, c'est-à-dire progressivement s'aligner sur les sources de profit et renoncer à tous les idéaux qui ont fondé l'institution universitaire. Il y avait la promesse d'un accès à une éducation de qualité pour toutes et tous, quelle que soit leur condition d'origine, l'idée d'un peuple qui investisse pleinement l'avenir de ses enfants, un pari sur une société plus juste et réflexive.

Une certaine idée du service public, c'est-à-dire du service qu'on se rend à nous-mêmes en tant que collectivité ; pas une faveur qu'on quémande. Dans l'attaque tous azimuts sur la

fonction publique qui se déroule en ce moment, on entend tous les poncifs les plus agressifs : haine du fonctionnaire, haine du chômeur, haine du migrant et même, fait absolument inédit dans l'abjection politique, haine du malade. Non seulement haine du malade de longue durée, mais même du simple malade d'une grippe saisonnière, qui pourrait se voir invalider des années entières de travail, dans le calcul de sa pension, pour quelques malheureux jours d'incapacité de travail.

Enfin, pensio ... Tout de suite les grands mots. L'attaque sur le régime de pensions de tous les fonctionnaires est d'une brutalité complètement inouïe. En ligne de mire : la fin pure et simple d'un âge limite de la retraite, et l'allongement infini des carrières. Les ignobles MM. De Wever et Jambon ont beau jeu d'aller se gausser "du juge" ou "du professeur", ces nantis "qui touchent 8000 € de retraite par mois". Beaucoup de professeurs n'atteindront jamais un tel montant. L'entrée dans la carrière est un véritable parcours du combattant : les nominations interviennent de plus en plus tard, et rares sont ceux qui cumulent le nombre d'années de cotisation nécessaires à l'obtention d'une pension au taux plein. Mais de surcroît, toutes les catégories de personnel sont visées par la réforme. Un scientifique permanent, qui occupe déjà une position privilégiée au sein de l'institution, percevra un montant bien plus modeste. Il en va de même pour la majorité des membres du personnel, de la secrétaire de département au technicien de laboratoire, du concierge de bâtiment au manutentionnaire. Bref, pas grand monde ne verra la couleur de ces fameux 8000 €, d'autant qu'il s'agit d'un montant brut. On est loin, à l'université publique, très loin de se vautrer dans les fonds publics comme des porcs dans l'auge, contrairement à ce que ce gouvernement suggère à chacune de ses interventions médiatiques.

La réponse est simple. C'est un grand non ! Un non radical à la loi-programme qui va dresser ce terrible carcan budgétaire – à l'exception de l'armée et des fabricants d'armes qui, eux, ont reçu une autorisation à ne pas être comptabilisés au titre de la dette. Pour rappel, le traité de Lisbonne de 2007 prévoyait de dédier 3% du PIB à "l'économie de la connaissance", à la recherche au développement, objectif qui n'a jamais été atteint. En FWB, on n'a même jamais atteint les 1%. Là, pour l'armée, on parle tout à coup de montants allant jusqu'à 3, voire même 5% du PIB. Le transfert est net et sans bavures et, cette fois, effectif. Un pur délire. On prévoit sciemment de fabriquer une nation ignorante juste bonne à s'enrôler pour le champ de bataille, sous le prétexte d'une vague et lointaine "menace russe" qui ne résiste pas deux minutes à une analyse un peu sérieuse. Moins d'étudiant-es et plus de chair à canons ; voilà le menu.

Ce **non** qu'il nous faut maintenant opposer à cette loi-programme repose sur plusieurs mensonges patentés, dont voici les trois les plus flagrants :

Justifier toutes les réformes par la rigueur budgétaire et un endettement excessif alors que, dans le même moment, on craque massivement le slip pour réarmer ce pays, et que par conséquent l'endettement de la Belgique va continuer d'augmenter, justifiant de futures mesures de rétorsion tous azimuts, qui viseront encore une fois les personnes les plus fragiles ou les moins dédiées à la rentabilité immédiate.

Dire qu'on ne s'en prend "qu'aux épaules les plus larges" alors qu'en réalité toutes les épaules en prennent pour leur grade, des épaules carrées aux frêles épaules, des épaules de mère célibataire aux épaules de demandeur d'asile ; tout le monde souffre au passage de ces réformes, sauf les épaules véritablement les plus larges, celles des grandes fortunes et des trafiquants d'impôt qui organisent l'évasion fiscale ; comble de la honte, sous prétexte de ces fameuses épaules plus larges, le gouvernement attaque la fiscalité favorable des dons faits aux associations, dans le même temps qu'il leur coupe les subsides et les incite à se financer par la philanthropie – comment mieux leur savonner la planche et organiser leur asphyxie ?

La promesse du respect de la concertation sociale, faite et refaite par les ministres concernés et le premier ministre, est un hoax. Non seulement personne, pas même les syndicats, n'a accès à l'avant-projet de loi sur les pensions, mais plusieurs ministres de ce gouvernement – et non des moindres – ont affirmé leur détermination à se passer des syndicats. Les syndicats sont dans une situation de faiblesse historique et il est manifeste que ce gouvernement a bien l'intention d'achever leur agonie, usées que sont ces institutions par la longue trame de leurs défaites ces 50 dernières années. Ce n'est pas pour les blâmer que j'écris ceci, mais parce que leur défaite est la nôtre et qu'en cherchant à tuer ce qu'il reste de puissant dans les syndicats, le gouvernement cherche à tuer l'esprit de révolte qui souffle en chacun-e de nous.

Pour ce qui concerne l'université comme institution, il y a une mauvaise et une bonne nouvelle. Commençons par la mauvaise. La mauvaise nouvelle, c'est que l'université a complètement désappris la lutte politique. Il n'y a plus aucune culture du conflit, du désaccord ; on n'a plus les voies de passages, les moyens d'expression, la radicalité ni la détermination nécessaire. Le mercredi 7 mai dernier, le mouvement "Université en colère" a entamé des hostilités contre le projet du gouvernement. Il y avait de quoi s'en féliciter. À cette occasion, un prof qui n'est

pas loin de l'âge de la retraite a témoigné qu'en 35 ans de maison, c'était la première fois qu'il assistait à un événement de l'ordre d'une contestation organisée. Il y a eu une longue éclipse politique, alors même qu'en France, au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, des contestations plus déterminées n'ont pas cessé d'avoir lieu.

Pourtant, sur cette même période, ce ne sont pas les raisons de protester qui ont manqué. L'université est prise entre un étau budgétaire et un ethos de marché, de productivisme et de compétition. Cela produit une situation infernale pour les jeunes chercheur-euses ; une pression de dingue à publier beaucoup même quand on n'a rien à dire, à s'exporter même quand on n'a rien à faire à l'étranger, à ramener plein de fric même si tout ce qu'on veut c'est pouvoir faire notre métier, c'est-à-dire nos recherches, dans des conditions à peu près correctes. Bien évidemment, un porte-à-faux permanent comme celui-là attise les burn out et rend tout simplement les gens dingues. Ils ont raison de devenir dingues puisqu'ils sont soumis à un régime de fous. Il est de plus en plus difficile d'obtenir une nomination à titre définitif et le cahier des charges pour y parvenir ne cesse de s'alourdir.

Venons en à présent à la bonne nouvelle. Puisqu'on a tout désappris, on peut donc tout réapprendre. On peut réinventer des modalités de la lutte sociale et politique. Un vent de colère gronde depuis les grandes profondeurs de notre société et de notre alma mater, qui n'est pas braqué uniquement sur cette réforme des pensions, mais porte en lui le souffle des colères successives et de la grande amertume suscitée par la situation qui nous est faite et refaite depuis des décennies maintenant.

Nous avons une certaine idée de la fonction publique à défendre. Nous avons une certaine idée de la société plus juste et solidaire que nous voudrions voir advenir ; une idée qui n'est pas figée dans des tétanies paranoïaques, autoritaires ou sadiques. Nous avons une certaine idée du monde dans lequel nous voulons vivre, où on n'est pas retranchés dans des déserts de béton, entourés de barricades, à attendre l'agresseur supposé (à savoir, tout qui n'est pas nous) avec le couteau entre les dents. Ni tour de béton ni tour d'ivoire. Arizona : no dream.

Alors, que faire ? Il faut se concerter et prévoir une riposte graduée. Il faut bien évidemment avoir recours aux instruments classiques de la contestation politique : la pétition, la manifestation, la grève. Nous avons besoin de descendre dans la rue avec les profs de secondaire qu'on veut exclure de la fonction publique alors que leur métier est dans une crise encore plus profonde que le nôtre, avec la magistrature, les greffes et les huissiers, qui composent avec des bouts de

chandelle depuis si longtemps, avec le secteur associatif qui tire la langue et doit multiplier de plus en plus les contorsions pour obtenir des subsides de plus en plus pingres, sans même parler de l'éducation permanente et des musées qui sont tout simplement méprisés par ce gouvernement Arizona.

Nous devons nous faire entendre avec les étudiant-es, dont la conséquence prévisible de toutes ces réformes, à moyenne échéance, est que le minerval explose, restreignant l'accès aux études à une petite minorité ; qui n'auront plus pour professeurs que de vieux croûtons, contraints de mourir en chaire pour éviter un "malus" en prenant leur pension trop tôt (à 72 ans), bouchant ainsi toute perspective pour les plus jeunes. Des étudiant-es qui ont certainement d'autres aspirations aujourd'hui, pour bon nombre d'entre eux, que de devenir des petits soldats du capitalisme, machines bien rodées juste bonnes à faire du fric. Toutes les alliances sont importantes et elles se feront par des marches dans la rue, par des blocages conjoints, par des grèves concertées – voire par des sabotages avisés. Les syndicats, notamment, portent un héritage des luttes sociales et disposent de leviers d'action qui seront indispensables à ce réveil politique bien nécessaire – car l'enjeu de la riposte est à la mesure de l'attaque menée par l'Arizona.

À ces outils importants et légitimes, ajoutons toutefois quelques propositions. Car ce gouvernement semble bien déterminé à faire la sourde oreille. Ce qu'il veut, c'est enterrer pour de bon, avec la fonction publique, le modèle de concertation sociale à la belge, qui a certes toujours été déséquilibré à la faveur du patronat, mais qui donnait tout de même un cadre de négociation et quelques balises importantes de respect mutuel. Un minimum de garanties processuelles. Voici quelques idées d'action subversives avec lesquelles tout le monde a bien sûr le droit élémentaire d'être en désaccord partiel ou total, mais qui ont pour trait commun de rechercher une efficace:

Organiser une cérémonie de Doctor Infamis Causa. Puisque le gouvernement veut appliquer un "malus" à la cotisation de nos pensions, rien ne nous empêche aussi de dégrader la note académique de nos représentants. Un élève de BAC1 échouerait lamentablement s'il rendait une épreuve aussi médiocre que les prises de paroles de MM. De Wever, Jambon, Francken et autre Bouchez. Ces gens manifestent un anti-intellectualisme crasse, et parfois fièrement revendiqué. Il faut leur faire savoir que la réciproque est vraie. Et remettre un diplôme en "infamie de la chose publique", un doctorat Infamis Causa visant à "déplorer une action particulièrement honteuse pour la chose publique et la création de savoirs pertinents".

Puisqu'ils n'ont que le "travail" à la bouche et entravent délibérément le bon exercice de notre métier (auquel nous nous dévouons jour et nuit), empêchons-les de travailler. Occupons le ministère. Faisons un sit-in. Peut-être les plus hardi-es pourraient envisager de "désarmer" la réforme, en empruntant quelques disques durs ou même en désactivant l'infrastructure de "cloud" qui archive les avant-projets de lois dans leurs versions successives. Faisons des ateliers de slogans, préludes à ces visites de courtoisie. Par exemple, le slogan "Plus d'étudiant-es, moins de chair à canon" a le mérite de rappeler, de manière très synthétique, que les choix budgétaires sont des choix, contrairement à M. De Wever qui voudrait y faire voir des lois naturelles. Ce slogan est percutant parce qu'il retrace une vérité depuis des points disparates de la réalité qui est en train de se dérouler sous nos yeux stupéfaits ; on veut dégrader l'accès à l'université pour en refaire un privilège d'élite, pour former, dans le même geste, une masse corvéable et mobilisable à merci.

Puisqu'ils sabotent les conditions d'exercice de notre métier, sabotons en retour. Suivant les travaux de Victor Cachard sur l'histoire du sabotage, il est possible d'envisager un sabotage qui profiterait aux usagers plutôt que de leur nuire. Suivant l'exemple historique des garçons de café parisiens qui, plutôt que de faire grève, servaient double ration d'alcool pour le prix d'une, les universitaires en colère pourraient envisager d'annoncer la réussite a priori de tous les étudiants de la promotion 2025. Cela permettrait de faire l'expérience anticipée de la dévaluation du diplôme inévitable dans une université exsangue, tout en libérant du temps pour d'autres choses, comme par exemple l'apprentissage de l'activisme politique. Dans le même esprit, les "blocages conjoints" pourraient ne pas porter seulement sur les facultés mais sur les parcs et pépinières d'entreprises directement alimentées par les savoirs universitaires.

Puisqu'ils saturent l'espace médiatique de contre-vérités, de leur esprit ignare et fier de l'être, saturons leur espace d'intelligence collective. Rassemblons-nous pour faire ce que nous faisons le mieux ; écrivons des textes, des analyses, historiques, économiques, juridiques, d'évaluations de politiques publiques, mais aussi de sciences des matériaux ou de l'environnement, de biologie ou d'astrophysique, pour montrer l'étendue cosmique de la bêtise gouvernementale. Ensuite, organisons des listings d'adresses et de contacts dans les ministères, les cabinets, les administrations, et prenons l'habitude d'exercer nos droits élémentaires de citoyen-nes pour les interpeller sur un tel mode et avec une telle intensité qu'il ne soit plus possible de balayer nos arguments d'un simple revers de la main.

Puisqu'ils nous reprochent d'être des "larges épaules", des nantis, des privilégiés, organisons dès à présent une véritable solidarité au sein de nos alma mater, avec les étudiant-es, les plus jeunes, les plus précaires. Refusons les critères dits "d'excellence" dans les évaluations de la carrière, qui ne visent qu'à quantifier le travail des un-es et des autres et à les mettre en concurrence ; redéfinissons l'excellence et proposons nos propres critères. Aménageons des conditions formelles sur ce que c'est qu'un cadre de travail propice et respectueux ; typiquement, l'empilement de bouts de contrats de court terme et sous-financés au regard des exigences qu'ils formulent, doit être proscrit. Réfléchissons aux sources de financement qui conduisent à privatiser l'université et refusons-les, sauf s'ils sont en adéquation avec une certaine idée de nos missions de service public. En acceptant certains efforts financiers, y compris, pourquoi pas, dans le cadre d'une réforme des pensions les plus voluptueuses, à la condition d'une redistribution solidaire (qui passerait donc par un refinancement au moins équivalent aux efforts consentis), on pourrait alors avoir un levier très efficace et une bien meilleure communication ; nous ne luttons plus pour le maintien de ce qui est perçu comme un privilège, nous luttons pour une institution digne de ce nom. Une institution qui vaille la peine d'être défendue.

**Quora Reggi:** Les grands-parents de Quora Reggi sont venus du sud de l'Italie et de Flandre occidentale, fuyant la faim pour travailler dans les mines de la région liégeoise. Ses parents se sont logiquement rencontrés à l'Athénée royal d'Alleur. Après des études secondaires au DIC Collège, Quora entre à l'Université de Liège, où elle obtiendra un doctorat en océanographie clinique. Elle enseigne aujourd'hui cette discipline à Liège et à Bratislava. Elle compte prochainement changer d'orientation professionnelle pour devenir malade de longue durée.

Ce texte est mis à disposition en Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0, ce qui signifie qu'il peut librement être distribué, pompé, remixé, retravaillé, adapté, samplé, dupliqué, amendé, du moment que ce n'est pas pour faire du fric. Si une telle mention avait existé, nous aurions ajouté une clause FK qui aurait stipulé que les usages faits de ce texte doivent contrevenir à la bonne marche des réformes gouvernementales.